

L'attaque de Trump contre l'UNRWA est une attaque contre les réfugiés palestiniens

Au cours du week-end, la télévision israélienne a rapporté que l'administration américaine prévoyait d'intensifier ses attaques contre les réfugiés palestiniens, non seulement en rejetant explicitement leur droit au retour, mais aussi en redéfinissant unilatéralement la définition du réfugié, de manière à réduire leur nombre à un demi-million.

Depuis, la diplomate américaine Nikki Haley a affirmé que les États-Unis soutiendraient l'UNRWA, l'agence onusienne d'aide aux réfugiés palestiniens, mais seulement si l'organisation, accusée « d'augmenter sans fin et de manière exponentielle » le nombre de Palestiniens éligibles au statut de réfugié était en mesure « de fournir un décompte précis du nombre de réfugiés ».

Il est maintenant établi que l'administration Trump a décidé d'annuler tout financement de l'UNRWA par les États-Unis.

Un droit humain fondamental

Nous n'avons aucune raison de nous satisfaire plus longtemps de la piètre qualité des arguments avancés par les politiciens américains et israéliens. Le droit au retour est un [droit humain](#) fondamental et, comme l'a fait remarquer le chef de l'UNRWA, Pierre Krähenbühl, ainsi que le département d'État américain en [2015](#) et [2012](#), les enfants et petits-enfants de réfugiés sont régulièrement reconnus comme réfugiés installés dans des situations qui s'éternisent.

n février, lorsque le Premier ministre israélien, [Benjamin](#)

[Netanyahou](#), a [suggéré](#) au secrétaire général des Nations unies, António Guterres, que les fonds destinés aux réfugiés palestiniens pourraient passer par le HCR plutôt que par l'UNRWA, António Guterres a souligné que le premier encourageait le retour des réfugiés palestiniens : « Êtes-vous sûr de vouloir que l'organisation des Nations unies pour les réfugiés commence à travailler pour le retour des réfugiés palestiniens ? », a-t-il répondu.

Mais au-delà de la rhétorique, il est important d'examiner dans quelle mesure la position émergente aux États-Unis diffère dans la pratique des administrations américaines précédentes.

Pendant un quart de siècle de processus de paix, aucune administration américaine n'a une seule fois soutenu la mise en œuvre pratique du [droit](#) au retour et de l'indemnisation des réfugiés palestiniens, acceptant au contraire la position d'Israël selon laquelle la revendication israélienne de maintenir une majorité de citoyens juifs l'emporte sur le droit des Palestiniens expulsés au retour dans leur pays d'origine.

Une approche aussi grossière que sommaire

Alors qu'est-ce qui diffère aujourd'hui ? Le premier élément, c'est que l'administration Trump, comme elle l'a déjà démontré de nombreuses façons, se refuse à jouer le jeu habituel caractéristique des « pourparlers de paix » comme les mènent les Américains. Le simplisme de cette nouvelle approche a donné lieu à une politique aussi grossière que sommaire, qui a empêché quelqu'un comme le président palestinien Mahmoud Abbas de revenir à la table des négociations.



Des enfants jouent dans le camp de Gérasa (Jordanie), connu officieusement sous le nom de camp de Gaza (Jacob Burns/MEE)

Le deuxième élément, c'est qu'une droite israélienne enhardie et ses collègues idéologues à Washington sentent qu'ils ont maintenant l'occasion de porter un coup fatal à l'UNRWA et ainsi – c'est ce qu'ils veulent – de liquider une fois pour toutes la question des réfugiés palestiniens.

Quelques mois après l'investiture de Trump, Netanyahu a déclaré que l'UNRWA devait être « [démantelée](#) », propos traduisant une escalade fulgurante des attaques israéliennes officielles contre l'agence. Le gendre et conseiller de Trump, Jared Kushner, quant à lui, a [soutenu](#) un « effort délibéré pour perturber l'UNRWA ».

Se félicitant du dernier rapport sur les dispositions prises par Trump pour redéfinir la notion de réfugié palestinien et mettre fin au financement de l'UNRWA, l'ancien ambassadeur israélien, [Ron Prosor](#), a reconnu « qu'il travaillait depuis des années à la liquidation de l'UNRWA », espérant que le gouvernement israélien « adopterait ce programme de tout

cœur ».

Pour l'extrême droite israélienne, la décision de Trump de « retirer Jérusalem de la table des négociations » fut une preuve positive que l'unilatéralisme israélien finit par porter ses fruits. La décision par rapport à Jérusalem a suscité un espoir – sinon une confiance absolue – sur d'autres questions telles que l'annexion et les réfugiés palestiniens.

Comme l'a [déclaré](#) Ze'ev Elkin, ministre des Affaires de Jérusalem, en parlant des mesures américaines contre l'UNRWA, « cet exemple prouve que, lorsqu'Israël croit en sa vocation, et lorsque l'opinion publique israélienne s'unit pour défendre nos intérêts nationaux, le monde finit par admettre la vérité et se range à notre avis ».

« C'est ce qui se passe maintenant avec le droit au retour [des Palestiniens], c'est ce qui s'est passé avec la décision de déplacer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem et, si nous faisons preuve de suffisamment de détermination, cela se produira dans d'autres domaines encore », a-t-il ajouté.

L'UNRWA tire son mandat de l'Assemblée générale de l'ONU, qui n'est pas renouvelable avant juin 2020 (et qui fut prolongé pour la dernière fois par 167 voix contre une seule). C'est le seul forum qui, par un vote majoritaire, peut modifier le mandat de l'agence.

Conséquences négatives

Ainsi les États-Unis et Israël ont sans doute décidé que leur meilleure option pour le moment était d'étrangler financièrement l'agence et d'entraver ses interventions dans le territoire palestinien occupé, tout comme l'administration Trump qui souhaite la disparition de l'existence de réfugiés palestiniens.

Certains ont laissé entendre que la suppression du financement ou le démantèlement de l'UNRWA aura des conséquences négatives

pour Israël. Mais le simple fait que certaines « sources de sécurité » israéliennes soutiennent l'UNRWA – en termes de lutte contre l'« extrémisme » ou de subventionnement des coûts de l'occupation – n'invalide pas la défense de cette organisation.

Cette dernière attaque contre l'UNRWA est, de toute évidence, une agression politiquement motivée contre les droits des réfugiés palestiniens.

Dans le contexte de la loi israélienne sur l'État-nation juif, de la reconnaissance de Jérusalem par les États-Unis et de l'annexion du territoire de la Cisjordanie, ceux qui cherchent à éliminer l'UNRWA considèrent sa disparition comme un élément crucial de la consolidation de l'apartheid, de l'État unique et de la défaite de la lutte palestinienne.

– **Ben White** est l'auteur du livre récent *Cracks in the Wall: Beyond Apartheid in Palestine/Israel*. Il est journaliste freelance et écrivain, et ses articles ont été publiés par *Al Jazeera*, *al-Araby*, *Huffington Post*, *the Electronic Intifada*, *the Guardian's Comment is Free* et d'autres médias.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de son auteur et ne reflètent pas nécessairement la ligne éditoriale de Middle East Eye.

Source : [Middle East Eye](#)